

Mali, une situation

Depuis un an, en Afrique, un conflit armé agite le Mali et inquiète bien au-delà de ses frontières. *Par Gwénaëlle Boulet*

Décolonisation

22 septembre 1960

Le Mali proclame son indépendance. Le pays hérite des frontières coloniales, qui ignorent les différences entre les populations du Nord et du Sud.

Au Nord, certains Touaregs (peuple nomade du désert) réclament un État à part (l'Azawad) mais leur revendication est rejetée.



1^{re} rébellion touareg

1963 Une première rébellion touareg est fermement réprimée. Des rebelles s'enfuient vers l'Algérie et la Libye. Durant les années 70 et 80, de grandes sécheresses poussent les éleveurs touareg du Mali, du Niger et d'Algérie à émigrer. La Libye du colonel Kadhafi les accueille: le dictateur a besoin de soldats adaptés au désert, et il a de quoi les payer grâce à l'argent du pétrole. Dans les camps militaires, ces Touaregs se rapprochent et s'imaginent un destin commun. En 1988, un groupe crée le MPLA, un mouvement pour libérer l'Azawad.

2^e rébellion

1990 Entraînés, ces Touaregs décident de rentrer au Mali pour mener une nouvelle insurrection. Leur but: obtenir une meilleure intégration des populations du Nord. Ils veulent davantage d'écoles, de routes, de points d'eau. L'État s'engage et signe des accords qui permettent le retour à la paix. Dans les faits, rien ne change: le Nord continue de vivre pauvrement.



© ROMARIC OLLO HENNAFF

Charia

Juin 2012 Affaiblis, les Touaregs du MNLA se font chasser par les islamistes des villes qu'ils avaient prises. Les combattants d'Ansar Dine détruisent les mausolées de Tombouctou – classés sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, leur destruction est un lourd symbole. Plusieurs groupes islamistes imposent la charia: alcool, cigarettes, parfum, musique sont interdits. Le voile est imposé aux femmes. Des hommes soupçonnés de vol ont les pieds et les mains coupés.

Comment sortir de la crise?

La situation est très complexe. Personne ne veut qu'une base pour Al-Qaïda s'installe dans le Sahel. Alors, faut-il agir militairement? Pour certains, cela mettra le feu à toute la région, et empêchera de « trier » les adversaires entre Touaregs du MNLA et islamistes. Pour d'autres, c'est inévitable. Les Occidentaux préfèrent ne pas intervenir directement, mais plutôt soutenir des forces africaines régionales... une organisation qui risque de prendre du temps.

État provisoire

Depuis août 2012

Face à cette violence, l'État malien est toujours paralysé. Après le coup d'État, la Cédéao (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) avait fait immédiatement pression sur les militaires putschistes pour redonner le pouvoir aux civils. En août, Dioncounda Traoré est désigné président de transition, et un gouvernement d'union nationale est mis en place. En septembre, ce gouvernement se tourne vers l'ONU pour demander une aide internationale.

explosive



islamisme

Années 90 De l'autre côté de la frontière, l'Algérie est en crise. Le GIA (Groupe islamiste armé) tente de renverser le gouvernement algérien et sème la terreur. En 1998, le mouvement se divise et donne naissance au GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat). Ce mouvement radical décide, en 2003 lors de la guerre en Irak, de se rapprocher de Ben Laden et d'Al-Qaida – les organisateurs des attentats du 11 septembre 2001. Le mouvement s'implante dans le désert du Sahel sans que le Mali n'agisse. En 2007, naît Aqmi (Al-Qaida au Maghreb islamique), la branche sahélienne d'Al-Qaida.

Otages

À partir de 2003

Dans le nord du Mali cohabitent donc des populations aux motivations très différentes. Les Touaregs du MPLA luttent pour leur intégration et pratiquent un islam tolérant. Les islamistes salafistes, eux, ont une véritable industrie de l'enlèvement, pour financer leurs objectifs terroristes : les prises d'otages (dont des Français) se multiplient et rapportent gros. S'y ajoutent toutes sortes de trafics (contrebande, cocaïne, émigrés clandestins...). Ces groupes s'affrontent, parfois à mort, mais s'allient aussi selon les besoins.



Révolution en Libye

Août 2011

Après quarante-deux ans de dictature, le peuple libyen se soulève et renverse le régime du colonel Kadhafi avec l'aide des forces armées de l'ONU. Le dictateur s'enfuit, il sera tué en octobre 2011. Les soldats africains et touareg qui lui étaient restés fidèles fuient aussi et rentrent chez eux, dans le désert malien, armés de munitions, de véhicules blindés, de mitrailleuses...



Alliance éphémère

26 mai 2012 Le MNLA gagne des villes mais manque de moyens. Certains hommes vendent leurs armes à leurs rivaux islamistes ou rejoignent leurs troupes. Parmi eux, le groupe *Ansar Dine* (« les Partisans de la religion »). Dirigé par un ancien rebelle touareg radicalisé en Arabie Saoudite, le mouvement se dit autonome, mais est considéré comme proche d'Aqmi. Son programme : l'application de la *charia* (la loi islamique). Le MNLA (laïque) et Ansar Dine, pourtant opposés, sont amenés à combattre côte à côte contre l'armée malienne. Le 26 mai, ils annoncent leur fusion et déclarent l'indépendance de l'Azawad. Cette alliance se brise trois jours plus tard...



Soulèvement touareg

17 janvier 2012 Les Touaregs du MPLA, présents depuis 1990, s'allient avec ces « frères » surarmés, et créent en octobre 2011 le MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad). Leur objectif est désormais l'indépendance de ce territoire. Le 17 janvier, le MNLA attaque des troupes de l'armée malienne. Des combats éclatent, faisant fuir la population. Les Touaregs progressent.

Coup d'État

22 mars 2012

À Bamako (la capitale), un groupe de militaires reproche au président Amadou Toumani Touré de ne pas donner à l'armée les moyens d'agir ; ils le renversent par un coup d'État. Le Mali n'a plus d'institutions. Sur le terrain, les soldats doivent faire face au MNLA... et aux islamistes qui, en se mêlant aux combats, brouillent les pistes.



Mali : comment lutter

En janvier dernier, François Hollande envoyait l'armée française au Mali pour « détruire » les terroristes. Marc Trévidic, juge anti-terroriste, nous raconte pourquoi une telle lutte va bien au-delà de l'intervention militaire.

Par Gwenaëlle Boulet. Infographie Datagif

Connaître les ennemis

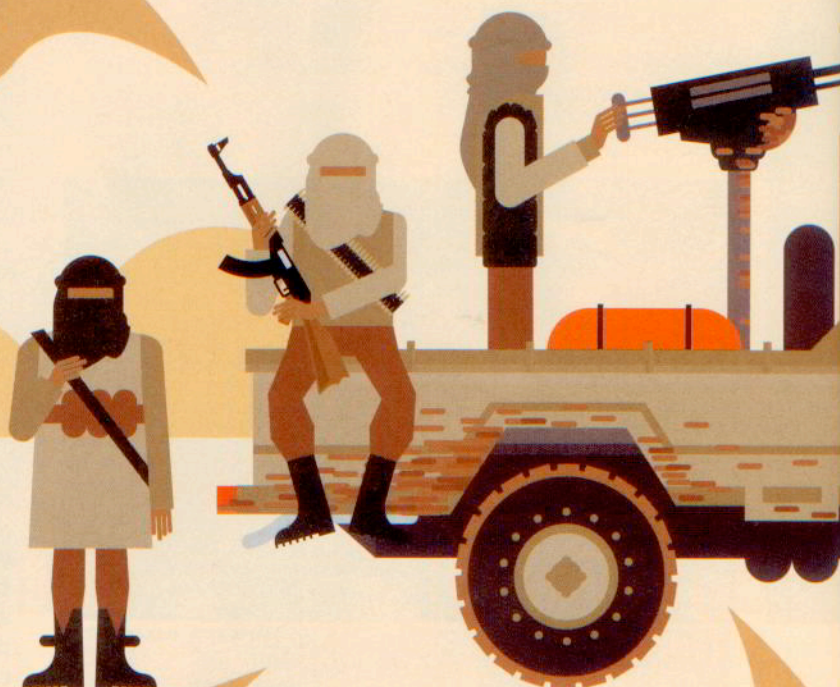
Le « renseignement » (services secrets) est au cœur de la lutte anti-terroriste. Il est :

- **militaire.** L'armée dispose de techniques de pointe : drones (avions sans pilote) et satellites d'imagerie pour dresser des cartes, repérer des groupes dans le désert ; avions de reconnaissance pour faire des photos ; appareils d'interception pour localiser les émissions de téléphones ou de radios ; soldats au sol pour intercepter des communications, se renseigner auprès des populations.

- **clandestin.** Des « espions », recrutés par les services de renseignements, s'infiltrant dans des groupes terroristes.

- **virtuel.** Sur Internet, des services surveillent les e-mails et les sites liés aux réseaux terroristes (peu actifs dans le cas du Mali).

Le « gros » du travail est ensuite d'évaluer toutes ces informations. Cette info fournie, par exemple, par les services algériens est-elle vraie, incomplète ou piégée ? Les États, ou personnes, qui fournissent l'info ont-ils les mêmes intérêts que la France ?



Priver les terroristes de leurs ressources

Ces groupes du désert, habitués à des conditions de vie très rudes, savent vivre avec peu.

De quoi ont-ils besoin pour leurs combats ?

D'armes, de 4x4, d'essence, de points d'eau et de ravitaillement, de moyens de communication et d'hommes.

Comment financent-ils cela ?

- par les rançons des **otages**.

- par les **trafics** qui transitent dans le désert : cigarettes, armes, drogues (les groupes touchent des commissions pour sécuriser les convois venus d'Amérique latine ou du Nigeria).

- par le **pillage** de stocks dans les villes (nourriture, essence...). Pour « étouffer » les terroristes, il faut les priver de l'accès à ces ressources.



Éviter les attentats

Les terroristes utilisent les attentats pour semer la peur dans les pays « ennemis ». Pour l'instant :

- ces **groupes** n'ont ni les moyens, ni les relais pour organiser des actions terroristes en France.
- un ou plusieurs **individus radicalisés** peuvent toujours agir seul(s) en se revendiquant de ces groupes. De nombreux services travaillent dans les quartiers « sensibles », les prisons, les mosquées radicales, sur Internet ou aux frontières, pour réduire ces risques au maximum sur le territoire. Plus difficile en revanche de protéger les Français qui sont à l'étranger.

contre les terroristes ?

Agir militairement

Le but de l'opération « Serval » était d'empêcher les groupes islamistes d'entrer dans la capitale (Bamako), en tuant les terroristes au cours de combats ou en les poussant à se replier dans le désert. Pour cela, la France a réalisé :

- des **frappes aériennes** (avions et hélicoptères).
- une **occupation du terrain** (forces spéciales, parachutistes, véhicules), sécurisée ensuite par les armées malienne et africaines.



Stopper les prises d'otages

Depuis 2003, les enlèvements ont été au cœur de la stratégie terroriste au Mali, car un otage, c'est :
– une façon de faire **peur** à un pays en le désignant comme cible privilégiée.

– une énorme source d'**argent** si les terroristes réussissent à obtenir une rançon.

Officiellement, un État ne paie jamais de rançon. Dans la réalité, beaucoup de pays et d'entreprises en ont payé pour libérer leurs otages, ce qui a financé le terrorisme. Pour arrêter cela, il faudrait **interdire et punir à un niveau international** le versement de rançons... mais cela coûterait la vie à un certain nombre d'otages.

Reconstruire le pays

La bataille militaire terminée, comment continuer de lutter contre le terrorisme ? Dans le cas du Mali :

- le pays doit retrouver **un gouvernement et une armée solides**, afin de protéger son territoire et ses citoyens.
- le pays doit **régler la question des Touaregs*** en tenant compte de la spécificité des populations qui vivent dans le nord du pays.
- les mouvements radicaux s'installant et recrutant parmi des populations désœuvrées, il faut **développer le pays** en soutenant l'activité économique, la santé, l'éducation, les services publics.

Les autres pays d'Afrique et la communauté internationale doivent apporter leur soutien sur tous ces points, en aidant à contrôler le bon usage de l'argent versé.

Coopérer entre pays

Dans une zone désertique aussi immense, les pays voisins (Algérie, Niger, Mauritanie...) doivent être aidés pour **sécuriser leurs frontières** (surveillance aérienne), afin que :

- les terroristes ne viennent pas se réfugier et se ravitailler chez eux.
- des volontaires de ces pays ne se rendent pas au Mali pour renforcer ces groupes.

(*) Pour en savoir plus, lire « Mali : une situation explosive », dans *Phosphore* de janvier 2013.